



# LE PROGRAMME-PAYS DU MOZAMBIQUE



Le centre de Maputo. Photo : Mariana Kara Jose/Cities Alliance

## Le programme-pays du Mozambique en bref

Le programme-pays du Mozambique est une initiative conjointe de l'Etat du Mozambique et de ses partenaires visant à harmoniser les efforts de développement urbain aux échelons local, municipal et national. Ses objectifs sont les suivants :

- \* Accompagner les efforts des pouvoirs publics pour développer des politiques urbaines inclusives
- \* Développer les capacités des collectivités locales à gérer stratégiquement l'urbanisation.
- \* Renforcer l'organisation des acteurs de la société civile pour leur permettre de participer activement au développement local urbain et au débat public national.
- \* Agir principalement à l'échelon des municipalités

## QU'EST-CE QUE LE PROGRAMME-PAYS DU MOZAMBIQUE ?

Le programme-pays du Mozambique est une initiative de l'Etat mozambicain pour articuler les efforts et les initiatives de développement urbain engagés par les pouvoirs publics nationaux, les collectivités territoriales et les organisations de la société civile. Il vise notamment à accroître la participation des populations urbaines défavorisées aux processus de planification et de prise de décision.

Le programme s'appuie sur l'expérience acquise au Mozambique depuis plusieurs années par les membres de Cities Alliance et de leurs partenaires. L'Alliance est présente au Mozambique depuis 2002. Elle y a, depuis cette date, mobilisé 2,2 millions de dollars de subventions en appui à des projets touchant à la vulnérabilité urbaine, à la réhabilitation de quartiers et à la mise en place de stratégies de développement urbain dans plusieurs villes du pays.

## QUELS SONT LES OBJECTIFS DU PROGRAMME-PAYS ?

Le programme vise à accompagner les pouvoirs publics nationaux, les collectivités territoriales et la société civile organisée pour les aider à gérer plus efficacement la croissance urbaine, améliorer l'accès aux services et formuler et mettre en œuvre des politiques urbaines inclusives au bénéfice des populations les plus démunies.

Il a deux objectifs majeurs :

- **Renforcer la cohérence des efforts** en mettant en place un cadre institutionnel qui permette à l'ensemble des acteurs d'articuler leurs initiatives et leurs moyens autour d'objectifs communs.
- **Bâtir de véritables partenariats** entre les autorités nationales, les autorités locales, les associations et l'ensemble des parties prenantes dans l'objectif d'une gestion urbaine plus inclusive et d'un impact accru sur le développement.

## QUELS SONT LES PARTENAIRES DU PROGRAMME-PAYS ?

Les autorités nationales mozambicaines sont responsables de la mise en œuvre du programme à travers le ministère de l'Administration d'Etat (MAE). L'Association nationale des municipalités du Mozambique (ANAMM) et la Faculté d'architecture et d'urbanisme de l'Université Eduardo Mondlane en sont partenaires.

Ces institutions bénéficient de l'appui de plusieurs organisations internationales parmi lesquelles l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), la Coopération américaine (USAID), Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), le Fonds de conseil en infrastructure publique-privée (PPIAF), le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID) et Shack/Slum Dwellers International (SDI).

Grâce au soutien financier de la Fondation Bill et Melinda Gates, le programme est accompagné et appuyé financièrement par Cities Alliance, un partenariat mondial qui travaille à la réduction de la pauvreté urbaine et à la promotion du rôle des villes dans le développement durable.

L'un des défis majeurs du développement au Mozambique aujourd'hui est de renforcer l'échelon municipal de gouvernement et de s'assurer que tous, y compris les pauvres, bénéficient de la croissance économique du pays.



### L'urbanisation au Mozambique

- \* En 2005, le Mozambique était l'un des pays les moins urbanisés d'Afrique australe. En 2025, il est prévu que ce soit le 4ème pays le plus urbanisé de la région après le Botswana, l'Afrique du Sud et l'Angola.
- \* La population du Mozambique est estimée à 24 millions d'habitants, 36% d'entre elle vit dans 43 municipalités urbaines.
- \* 20 de ces 43 municipalités ont une population supérieure à 50 000 habitants, 7 d'entre elles croissent à un rythme de plus de 10% par an.
- \* Dans les villes secondaires, en règle générale autour de 90% du territoire est occupé par des quartiers informels non réglementés. A Maputo, près de 75% de la population vit dans les 'bairros', avec un accès limité ou inexistant aux services et dans des conditions de logement extrêmement précaires.
- \* La croissance économique est forte au Mozambique mais les villes manquent pour la plupart des capacités nécessaires pour y faire face. L'un des défis majeurs est de renforcer les pouvoirs municipaux et de s'assurer que les plus défavorisés bénéficient aussi des fruits de cette croissance.

## QUELLES SONT LES PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROGRAMME-PAYS ?

Le programme-pays prend appui sur deux actions majeures déjà en cours. La première concerne la mise en place d'une stratégie de développement urbain et d'un programme de réhabilitation de quartiers dans la ville de Nampula, pilotée par la municipalité avec l'appui d'ONU-Habitat et de l'ANAMM.

La seconde est une action de réhabilitation de quartier développée à Maputo par la municipalité dans le cadre d'un programme de coopération triangulaire associant le Brésil et l'Italie.

A travers ce programme de coopération, la ville de Maputo bénéficie de l'expérience accumulée au Brésil depuis plus d'une dizaine d'années sur les questions de réhabilitation de quartiers participative et intégrée, en particulier celle développée à Bahia au Brésil avec l'appui de la Coopération italienne et de Cities Alliance. L'expérience aujourd'hui en phase pilote dans le quartier Chamanculo C de Maputo doit être élargie à l'échelle de la ville dans son ensemble et est appelée à alimenter la formulation d'un programme national.

### A l'échelon national

Les actions du programme-pays à l'échelon national s'attachent à accompagner les pouvoirs publics pour mettre en place un cadre stratégique en matière de développement urbain.

Les principales activités sont les suivantes :

- **Accompagner les autorités nationales pour faire du développement municipal une priorité de l'agenda politique national.** Cela passe en particulier par le renforcement des capacités institutionnelles du ministère de l'Administration d'Etat et l'appui à d'autres acteurs publics et partenaires de développement.
- **Renforcer les capacités de plaidoyer de l'ANAMM.** L'objectif est d'identifier un ensemble de questions prioritaires à l'échelon municipal et d'accompagner l'ANAMM pour qu'elle soit en mesure de formuler des recommandations stratégiques claires à leur sujet, en s'appuyant notamment sur l'expérience internationale. L'enjeu est de faire des municipalités des acteurs à part entière du débat public national et leur permettre d'avoir accès aux réseaux d'échanges internationaux.
- **Créer une plate-forme d'échange et de partage de connaissances.** L'objectif à ce niveau est de faciliter l'accès des décideurs aux travaux de recherche et aux informations utiles à leur fonction.

### A l'échelon municipal

En complément des actions relatives à la SDU de Nampula et au programme de réhabilitation engagées à Maputo, les activités développées à ce niveau ont pour objectif de renforcer les capacités des villes à améliorer l'accès des plus défavorisés aux services de base. Les principales activités identifiées sont les suivantes :

- **Développer une stratégie nationale de formation** au bénéfice du personnel technique et administratif des municipalités. L'enjeu est de former ces personnels tout particulièrement à la gestion foncière au quotidien ainsi qu'à la compréhension (et au management) du caractère intégré du développement local urbain.
- **Faciliter les relations des municipalités avec le secteur privé** en les aidant à identifier des sujets d'intérêt commun et de potentielles collaborations.
- **Améliorer les systèmes de gestion financière** de sorte que les municipalités consolident leur redevabilité financière et accroissent leurs ressources propres. L'enjeu est aussi d'identifier de nouvelles sources potentielles de revenus et les moyens d'accès à celles-ci.
- **Développer des produits de formation sur la planification urbaine inclusive** dans l'objectif de renforcer les capacités municipales à planifier et formaliser les quartiers de bidonvilles. Cela passera notamment par l'ouverture d'un débat sur les méthodologies disponibles en concertation avec l'ensemble des acteurs.

*Commerçants informels dans le quartier de Chamanculo C à Maputo.  
Photo: Andrea Merrick/Cities Alliance*



Vendeur de chaussures dans un quartier informel de Nampula, Mozambique.  
Photo : Mariana Kara Jose/Cities Alliance



### A l'échelon communautaire

Les activités engagées à l'échelon communautaire ont pour objectif de renforcer l'organisation de la société civile pour lui permettre de participer plus activement au débat public national. Elles ont aussi pour but de faciliter la mobilisation des communautés, les aider à travailler entre elles et avec les autorités municipales.

Parmi les principales activités :

- **Sensibiliser les acteurs et l'opinion publique en général sur les finances municipales.** Cette partie du programme a vocation à ouvrir un dialogue sur les droits et les devoirs de chacun et renforcer la conscience citoyenne sur la façon dont fonctionnent les finances municipales : pourquoi en particulier il est important que les taxes et les redevances sur les services soient payées.
- **Partager l'expérience internationale sur la mobilisation communautaire.** Les organisations de la société civile mozambicaine seront appuyées par SDI pour échanger entre elles. Elles seront également mises en relation avec des ONG et des associations d'habitants de pays voisins pour profiter de leur expérience en matière de participation à la gouvernance urbaine et accroître leur prise de parole.
- **Réaliser une étude sur le droit au foncier,** intégrant des options stratégiques précises, à partir de laquelle les communautés et les municipalités pourront engager un dialogue politique sur l'accès au foncier et la sécurité de la tenure pour les plus défavorisés.

Des vendeurs de grains le long de la route à Tete, Mozambique.  
Photo : Mariana Kara Jose/Cities Alliance

